



# PSA, Arcelor, Petroplus, Chantiers de l'Atlantique... EXPROPRIONS LES LICENCIERS !

Bulletin NPA Poissy – 13 décembre 2012

Chez nous à PSA, on savait déjà que le gouvernement préfère renflouer la banque de ces messieurs Peugeot que garantir nos emplois. Trahison... c'est un sentiment de plus en plus répandu dans tous les secteurs, et qui justifie la colère qui s'exprime ici ou là, chez nous hier lors de la nouvelle visite des camarades d'Aulnay, ou chez Arcelor... Où sont les appels vibrants de Montebourg à dégager le milliardaire Mittal ?



Oubliée la timide promesse de nationalisation provisoire ; cela n'était certes pas une garantie de maintien de l'emploi, mais au moins cela apparaissait comme une claque pour Mittal. Le gouvernement n'a même pas eu cette petite audace, qu'une lutte acharnée, unitaire et exemplaire chez M-real dans l'Eure a permis d'obtenir d'un simple Conseil Général....

## UN ACCORD HONTEUX

L'accord secret entre Mittal et le gouvernement est une escroquerie. Pour ce qui est des engagements de Mittal, les salariéEs savent à quoi s'en tenir : fermeture de Gandrange, 300 millions d'investissements promis mais jamais arrivés à Florange.

Au total, cela signifie des milliers d'emplois directs ou indirects supprimés dans la région.

Pour Mittal, son engagement de 180 millions d'euros d'investissements dans Florange ne représente rien : c'est un tiers des 542 millions que vaut son patrimoine immobilier à Londres, les miettes de ses 34 milliards d'euros de fortune personnelle. Pour Mittal, « il est positif que nous soyons parvenus à un accord sur l'avenir de nos activités à Florange », un accord qui ne lui coûte pas grand chose. Mais pour les salariéEs, l'emploi est la seule source de revenus !

## IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE

Avec cet accord, le gouvernement s'aligne complètement derrière Parisot, patronne du Medef : « toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ebranler ce principe... c'est très grave ». La mise hors d'état de nuire de ce patronat, sans scrupule, est donc pour nous d'actualité. Les reculades et l'aplatissement du

gouvernement sont dans la logique de la mise en œuvre de sa politique d'austérité dirigée avant tout contre les salariéEs.

Chez PSA, Petroplus, Chantiers de l'Atlantique, Sanofi, c'est la même question qui est posée : comment enlever aux licenciés leur pouvoir de nuisance. Tous ont déjà reçu des millions d'euros de subventions, tous bénéficient déjà des allègements de cotisations sociales, soi-disant pour préserver l'emploi.

La seule solution est de mettre en cause ce pouvoir patronal, de ce droit de propriété privé des moyens de production. La sauvegarde de centaines de milliers d'emplois suppose non seulement l'expropriation des licenciés mais aussi l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail. Des mesures que seule la mobilisation des travailleurs de Florange, des Chantiers de l'Atlantique, Petroplus, Sanofi, PSA et au-delà pourra imposer. Une véritable opposition de gauche aux diktats patronaux et à la politique du gouvernement.

Contact : [npa\\_78@yahoo.fr](mailto:npa_78@yahoo.fr)

Blog : <http://npa.78.yvelines.over-blog.org>

Blog Automobile : [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Laisse ce tract là où tu veux qu'il soit lu.

IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.

## PSA SE MOQUE BIEN DES PLUS ANCIENS D'ENTRE NOUS

Alors qu'on apprend qu'il y a en fait 1500 postes supprimés en plus des 8000 annoncés, les propositions pour les « seniors » sont dérisoires : passage en congé de reclassement 24 mois avant la date d'ouverture du droit à la retraite à taux plein. Et pendant ce congé, on pourrait se voir imposer de revenir travailler 6 mois, avec 80 % du net, moins les primes d'équipe ! C'est sûr, certains d'entre nous, usés après des décennies de travail sur chaînes, souhaitent partir. Mais la moindre des choses, c'est que tous puissent le faire, et sur la base des revendications adoptées par les assemblées générales à Aulnay: départs à 55 ans et 60 000 € d'indemnité. Ces départs à 55 ans, il faudra donc vraiment les imposer, dans tout le groupe, sur tous les sites, avec des embauches de jeunes correspondantes, et baisse massive du temps de travail, pour qu'on ne crève pas au boulot et que tout le monde puisse vivre.

### LA RÈGLE D'OR DE PSA-CITROËN



## CEUX D'AULNAY SONT EN COLÈRE ET LE FONT SAVOIR

Hier on a eu une deuxième visite de travailleurs d'Aulnay en quelques semaines, c'est un événement ! Ils ont toutes les raisons d'être en colère. Leur vie n'a pas à passer avant les profits de ces messieurs en costume trois pièces, confortablement installés dans leurs luxueux bureaux. Leur révolte est légitime, leur indignation aussi.

Les menaces sur Aulnay sont l'occasion et le prétexte de comprimer les effectifs chez nous. L'arrêt de l'équipe de nuit va réduire le nombre d'intérimaires à près de 150. En juin dernier, ils étaient encore 1 400. Ils ont bénéficié d'une mutation à Pôle Emploi....

Même s'il devait vraiment y avoir création d'une nouvelle équipe, ça ne fait pas le compte : les arrivées des uns ne remplaceront pas le départ des autres. Quant aux postes à Poissy pour ceux d'Aulnay, la direction se garde bien d'en garantir le nombre ou même l'existence.

Décidemment, l'intérêt des travailleurs, à Aulnay comme à Poissy, c'est que tout le monde garde son boulot, intérimaires comme embauchés. Mais ce qui manque cruellement, c'est notre action unie, nombreuse, tous sites confondus, pour paralyser PSA et les contraindre la direction à accepter nos revendications.

## ACCORDS DE COMPÉTITIVITÉ = MOBILITÉ FORCÉE

À Renault aussi, la direction négocie les accords de compétitivité. Elle veut mettre en place deux « pôles régionaux » : d'un côté les usines du Nord-Est, de l'autre celles de l'Ouest. Dans chaque pôle, l'objectif est de « mutualiser » et « fluidifier » les « mouvements des collaborateurs » pour toutes les fonctions « support » : logistique, maintenance, achats, gestion, comptabilité, communication, qualité, RH...

Des centaines de travailleurs pourraient désormais être déplacés au gré de la direction, d'une usine à une autre, avec plus de précarité, de temps de transport, de pressions au travail, pour des salaires bloqués.

En échange ? La direction dit qu'elle « pourrait s'engager » à ne pas fermer d'usine en France – autant dire qu'elle ne s'engage à rien du tout. Elle fait du chantage à la fermeture pour obtenir la signature de son accord. Après quoi, elle fera ce qu'elle veut.

Heureusement, il y a une troisième voie : refuser catégoriquement ces accords de compétitivité. A Renault, les débrayages ont commencé à se multiplier sur différents sites...

## ON EN A MARRE DU YOYO PATRONAL !

Enfin, au lieu d'arrêter le 19, ce sera le 18 ! « Je te fais rester à la maison, ou alors je te fais venir gratter plus longtemps, t'as rien à dire, c'est quand je veux, comme je veux ! ». Voilà l'insupportable chanson de ceux qui nous dirigent...

Cette prétendue « direction » semble en réalité bien désorientée. En tout cas, ce n'est pas à nous de subir les conséquences sur nos vies de leur incapacité à organiser la production rationnellement.

A moins que même les grands responsables soient impuissants devant les exigences de la course au profit maximum immédiat. En tout cas, si nous les travailleurs, nous organisons la production nous-mêmes, selon nos besoins et ceux de la société, on sait bien que les seuls qui auraient à y perdre, ce sont les 1% d'en haut qui imposent leur dictature aux 99% d'en bas.

## AULNAY : USINE BLOQUÉE, SANCTIONS ANNULÉES

Le 28 novembre au matin, une grève a bloqué le ferrage, puis s'est étendue, et les voitures ne sont plus sorties qu'au ralenti. C'est que la veille, cinq ouvriers de l'atelier avaient reçu une lettre recommandée : convoqués à un entretien préalable à une sanction pour insuffisance de production. Un comble alors que PSA fait tout pour fermer l'usine le plus vite possible ! La grève a duré deux jours entiers. La direction a d'abord annulé 4 sanctions sur 5 et ce n'est que quand l'équipe du soir a rejoint la grève qu'elle s'est enfin décidée à revenir sur toutes les sanctions. Un bel encouragement pour aller à l'offensive.

## LA RÉVOLUTION CONTINUE DANS LE MONDE ARABE

En Syrie, malgré la quasi absence d'aide militaire extérieure et des sacrifices humains et matériels immenses, les coordinations révolutionnaires laïques se maintiennent et la dictature baasiste s'effrite inéluctablement.

En Égypte, ils sont des dizaines de milliers à manifester. Morsi, issu des frères musulmans, s'est octroyé les pleins pouvoirs... le temps de mettre en place une nouvelle constitution restreignant la liberté d'expression et de religion. Comme le disent les manifestants « nous ne voulons pas remplacer un dictateur par un autre ».

En Tunisie, deux ans après la révolte des jeunes et travailleurs qui a chassé Ben Ali, les mobilisations reprennent contre la misère, le chômage et la volonté de limiter les droits des femmes. Le gouvernement islamiste envoie ses milices, l'armée et la police contre les manifestant-e-s et les syndicalistes de l'UGTT. Il n'en a pas fini pour autant avec la révolution tunisienne.

